



Ill. 1. Maison nationale des Patriotes, Saint-Denis-sur-Richelieu.
(carte postale)

France St-Jean

La patrimonialisation de la Maison nationale des Patriotes Un possible lieu de métissage

La présente étude s'inscrit parmi les recherches – en nombre croissant au cours des dernières années – sur les constructions patrimoniales comme sources d'identités collectives. Elle aspire à éclairer l'écart qui existe entre le regard que porte le citoyen de vieil établissement sur les objets de son environnement architectural qu'il considère comme constitutifs de « son » patrimoine et celui que pose le nouvel arrivant sur ce même patrimoine.

Identité, patrimoine...

La vallée du Richelieu, municipalité régionale de comté (MRC) située au sud de Montréal, offre un contexte géographique approprié à cette étude singulière du patrimoine. Rattachée à la grande région métropolitaine, sans toutefois en faire partie, la région séduit un grand nombre de néo-ruraux qui s'y installent pour profiter de la diversité de ses paysages et de sa proximité avec un grand centre urbain. De plus, l'ancienneté des diverses paroisses qui bordent la Richelieu et qui remontent jusqu'au XVII^e siècle, a laissé un cadre bâti présumé dépositaire mémoriel des temps anciens. Cette re-présentation presque édénique du passé que constitue l'héritage architectural laissé par nos ancêtres séduit non seulement le touriste¹, mais participe également de l'établissement de nouveaux citoyens en quête d'un lieu de résidence qui serait aussi le miroir possible de leur identité perdue. À cet égard, Choay considère ce « besoin éperdu d'une image de soi forte et consistante comme le recours des sociétés contemporaines face à des transformations dont elles ne maîtrisent ni la profondeur ni l'accélération et qui semblent mettre en cause leur identité même² ». Le coin de pays alors privilégié est non seulement investi comme site d'habitation, mais surtout comme un « lieu de mémoire ». En ce qui concerne la vallée du Richelieu, et plus particulièrement Saint-Denis-sur-Richelieu, on peut penser que l'« histoire des Patriotes » participe de ce choix d'un lieu de résidence comme représentatif de l'idéal nationaliste³. L'environnement bâti devient donc le point de rencontre des constructions identitaires tant des citoyens de vieil établissement que des néo-ruraux à la recherche de lieux d'incarnation pour leurs idéaux, qu'ils soient nationalistes ou autres.

France St-Jean, M.A., est doctorante au programme interuniversitaire en histoire de l'art à l'UQAM et associée à la Chaire de recherche du Canada en patrimoine urbain.

Toutefois, une telle matérialisation⁴ « des valeurs abstraites comme l'attachement à la nation, à la région ou à la famille », reste essentiellement un échange entre soi et soi. L'ouverture à l'autre, et plus particulièrement celle de l'autre vers soi, est beaucoup plus inhabituelle. En d'autres mots, le discours idéologique des nouveaux résidants et des citoyens de vieil établissement converge rarement dans la même direction, d'où la coexistence de deux identités, une émanante, l'autre idéelle. Il semble approprié de distinguer ici ce que nous entendons par identité émanante et identité idéelle. *Identité émanante* : le regard que pose le citoyen « de souche » sur des objets hérités de son passé peut se comprendre comme la souvenance d'un « autrefois ». L'identité émanante n'est pas figée dans le temps ; ainsi, les objets considérés comme faisant partie du « patrimoine » des résidants de vieil établissement rappellent un temps passé, mais un temps qui vit toujours dans le présent. Cela comprend autant les altérations subies par l'objet que les changements vécus dans la société. Nous pourrions dire qu'il s'agit d'une identité qui « coule de source ». *L'identité idéelle* : fait plutôt référence à la notion de représentation intellectuelle ou abstraite d'un idéal vécu dont les traces deviennent patrimoine. La rencontre de ces deux identités soulève parfois de vives discussions, voir de réels conflits entre deux segments de la population⁵. Il y a donc intérêt à questionner l'idéal identitaire dont le néo-rural investit son nouveau lieu de résidence et de voir comment cet idéal identitaire participe des constructions patrimoniales.

Dans le but d'illustrer nos propos, nous nous sommes attachée à la patrimonialisation de la Maison nationale des Patriotes qui a pignon sur rue dans le village de Saint-Denis-sur-Richelieu, où la remémoration des actes patriotiques de 1837-1838 semble d'une grande importance. En effet, une visite du village nous fait découvrir le lieu exact de la bataille – seule victoire, il est important de le préciser – des Patriotes en 1837. Un tumulus commémore l'événement et un panneau interprétatif rappelle les faits historiques. Trois autres monuments, dans le dénommé « Parc des Patriotes », ajoutent à cette commémoration : le monument Marcoux, le monument aux Patriotes ainsi que la colonne Nelson. Ce parc, avec la Maison nationale des Patriotes, constitue le cœur du village actuel. Enfin, la route qui nous y conduit porte le nom de « chemin des Patriotes ».

En tant que néo-Dionysienne⁶, nous nous sommes laissée séduire par ce mirage narcissique⁷, par cette illusion contemplative de notre propre quête identitaire, matérialisée non seulement dans l'image fortement symbolisée de l'énonciation politico-historique à laquelle nous faisons précédemment référence, mais également par la mise en valeur de son architecture traditionnelle.

Cependant, nous avons constaté rapidement que cet idéal identitaire, l'attachement à l'histoire et à l'environnement bâti dont nous investissons ce coin de pays était loin d'être partagé par l'ensemble de la communauté. Comment alors, ce « lieu de mémoire », notamment la Maison nationale des Patriotes, serait-il participatif d'une identité patriotique, voire nationaliste, sans que l'ensemble de la communauté ne se l'approprie ? Serait-ce tout simplement une fausse perception d'une néo-rurale qui idéalise la vie à la campagne comme rémanence naturelle du passé ? C'est à ces questions auxquelles nous tentons de répondre en étudiant le processus de patrimonialisation de la Maison nationale des Patriotes et, en transparence, à la genèse des deux identités, émanante et idéelle, qui s'affrontent parfois.

...Et métissage

Nous avons choisi une voie qui peut, au départ, sembler paradoxale, mais qui, croyons-nous, permettra de comprendre plus finement comment une affirmation identitaire participe de l'utilisation privilégiée pour la mise en valeur d'un objet patrimonial. Il s'agit de la notion de métissage. Comme le font remarquer plusieurs auteurs⁸, dans le contexte d'accroissement des échanges commerciaux au niveau mondial, le métissage, à la mode, est souvent synonyme d'interculturalité et de multiculturalité. Aux dires de Turgeon⁹, cette « polysémie foisonnante » du mot métissage est la conséquence du rôle qui lui est attribué en tant que « porteur de nouveaux enjeux sociaux et idéologiques ». Sous l'apparence d'ouverture du soi à l'autre se dissimule une tendance à l'homogénéisation, à l'uniformisation ; c'est-à-dire, rendre semblables ou moins différents. Gruzinski¹⁰ souligne d'ailleurs cette « tendance à opposer mélanges et identités » : les premiers, exemplaires de notre ouverture sur le monde ; les deuxièmes, seuls miroirs possibles du « soi ». Toutefois, la définition de Nous¹¹ permet d'explorer ces notions d'identité et de métissage à partir d'une autre perspective puisque, pour lui, « le métissage dessine une troisième voie entre l'homogène et l'hétérogène, la fusion et la fragmentation ou, sur le plan politique, les modèles visant l'intégration totale ou le repli communautariste ». C'est à cette perspective que nous nous intéressons, celle d'un lieu de rencontre de deux identités, émanante et idéelle, que Nous nomme métissage.

Laplantine et Nous¹² soulignaient en 1997, dans leur ouvrage sur le métissage, que cette notion, issue de la biologie, trouvait fort peu d'échos dans d'autres disciplines. Bien sûr, on ne peut passer sous silence la contribution d'Aby Warburg¹³ qui, dans une étude à caractère anthropologique des indiens Hopis, a renouvelé le questionnement de l'histoire de l'art, mettant entre



Ill. 2. Monument Marcoux, parc des Patriotes à Saint-Denis-sur-Richelieu.
(Photo France St-Jean)



Ill. 3. Monument aux Patriotes, parc des Patriotes à Saint-Denis-sur-Richelieu.
(Photo France St-Jean)



Ill. 4. Colonne Nelson, parc des Patriotes à Saint-Denis-sur-Richelieu.
(Photo France St-Jean)

autres à jour « l'image survivante », symptôme d'échanges interculturels passés. En ce sens, l'ouvrage de Laplantine et Nous a permis d'ouvrir les horizons d'étude autour de cette notion. Au cours des dernières années, on a d'ailleurs vu se multiplier les études en sciences humaines et en lettres qui abordent la question du métissage ; cependant, presque toutes celles qui touchent les questions identitaires portent sur des échanges culturels dont les éléments mis en correspondance sont ethniquement différents.

Dans le contexte de notre étude sur la patrimonialisation de la Maison nationale des Patriotes, la notion de métissage est intéressante puisqu'elle permet de saisir comment un environnement bâti, en l'occurrence ancien, consacré « patrimonial » par la collectivité locale, devient un lieu de mémoire en raison de son « témoignage » patriotique, pour la collectivité exogène, au moment de sa mise en valeur dans les années 1980.

Dans sa matérialisation, en tant que Centre d'interprétation des événements de 1837-1838, l'idéal nationaliste du gouvernement provincial alors au pouvoir, la Maison nationale des Patriotes semble être, plus que le lieu de rencontre de deux identités, émanante et idéale, mais également celui où l'on est passé, dans le processus de construction patrimoniale, de l'affirmation d'une identité émanante à une autre, idéale ; la deuxième intégrant la première, voire, la masquant.

Or, telle que définie par Laplantine et Nous, la notion de métissage exclut toute forme d'altérité. En fait, « les composantes se rencontrent, s'unissent, se recomposent ou composent un nouvel ensemble sans perdre leur intégrité, leur singularité¹⁴ ». Toutefois, nous sommes convaincue que, sans être un objet métissé, la patrimonialisation de la Maison nationale des Patriotes

est un lieu possible de métissage et c'est ce que nous tentons de démontrer dans la présente étude.

La Maison nationale des Patriotes

La Maison nationale des Patriotes, située au 610, chemin des Patriotes à Saint-Denis-sur-Richelieu, est un Centre d'interprétation du mouvement patriote au Bas-Canada. L'exposition permanente place les événements de 1837-1838 dans ses contextes international, politique, économique et social. Il s'agit d'un détour historique recommandé non seulement dans différents guides touristiques du Québec, dont celui de la Vallée du Richelieu¹⁵, mais également dans le très connu guide Michelin. Soulignons que ce guide, sous la rubrique « La Rébellion des Patriotes (1837-1838) », informe non seulement sur les lieux des principales batailles et, succinctement, sur les raisons qui ont mené à cette révolte, mais aussi sur la symbolique liée au mouvement patriote : « leur drapeau [celui des patriotes] était le tricolore canadien [sic]¹⁶ (vert, blanc et rouge), et le fusil, la tuque, la ceinture fléchée, quelquefois la pipe, leurs attributs typiques¹⁷. On fait aussi référence à ces événements sous les rubriques « Maison nationale des Patriotes » et « Saint-Denis-sur-Richelieu ». Dans ce dernier cas, on signale que la cloche d'un des clochers de l'église, baptisée « Liberté », a sonné le tocsin ce fameux 23 novembre 1837, jour de l'unique victoire des patriotes¹⁸.

L'inauguration, en 1988, de la Maison nationale des Patriotes constitue en fait le point culminant d'un processus de patrimonialisation qui, entrepris plus de quinze ans auparavant, « sacralise¹⁹ » la commémoration du patriote. Mais qu'en est-il vraiment de cette reconnaissance patrimoniale ? De l'incarnation dans l'architecture des identités émanante et idéale ? En quoi le



III. 5. Chemin des Patriotes, Saint-Denis-sur-Richelieu.
(Photo France St-Jean)

identité idéale, diffère toutefois du lieu de rencontre que Nousss nomme métissage. La patrimonialisation de la maison Mâsse n'est pas, selon la définition même de Nousss, un métissage, puisque sa consécration en tant que Maison nationale des Patriotes atteste que la volonté gouvernementale d'utiliser le bâti architectural comme fenêtre du nationalisme québécois a été privilégiée par opposition aux désirs émis par la population dionysienne. Selon la perspective de Nousss, la patrimonialisation

bâti justifie-t-il l'ouverture d'un Centre d'interprétation du mouvement patriote au « Bas-Canada » ?

Le modèle systémique que proposent Noppen et Morisset²⁰ explique que :

La concrétisation du *potentiel monumental en monument* requiert [...] par-delà le document analysé, l'émergence d'une *notoriété* qui convertit les valeurs dont la contemporanéité investit le monument en critères qui distinguent celui-ci du corpus anonyme dont il est extrait, du fait des intentions de la collectivité à l'égard de sa consécration.

En d'autres mots, des « valeurs » du bâtiment (la valeur d'âge, la valeur d'art, la valeur d'usage, la valeur de matérialité et la valeur de position) sont investies par un discours interprétatif positionné dans l'*ici-maintenant*. De cette lecture d'un *possible patrimoine* doit nécessairement découler, pour une éventuelle reconnaissance patrimoniale, non plus la seule connaissance de l'objet, mais sa reconnaissance en tant que signifiant pour une collectivité ; en un mot, sa notoriété.

Dans le cas de la Maison nationale des Patriotes, la construction de la notoriété et le potentiel monumental sur lequel elle repose semblent s'appuyer, en grande partie, sur le caractère mnémotique du bâtiment en tant que « témoin » des événements de 1837-1838.

Si, comme le précisent encore Noppen et Morisset, la notion de *potentiel monumental* désigne « le passage possible de l'anonymat à la reconnaissance²¹ et que ce même *potentiel monumental*, pour la maison Mâsse²², est étroitement lié au caractère mnémotique qu'on lui reconnaît, il apparaît donc opportun de questionner le « passage » où se joue la consécration monumentale, soit le processus de patrimonialisation. Ce « passage », où le « témoignage » de la maison Mâsse est investi tant par un vouloir d'affirmation d'une identité émanante que par celui d'une

patrimonialisation de la Maison nationale des Patriotes pourrait se comprendre comme un métissage entre le bâti ancien, représentatif de l'identité de la communauté locale, et l'affirmation nationaliste de la communauté québécoise. Ce n'est pas le cas. Nous y reviendrons plus avant dans notre étude. Cependant l'espace relationnel que représente la patrimonialisation de la Maison nationale des Patriotes reste, pour reprendre les mots de Turgeon faisant référence alors à Michel de Certeau, un lieu où se déploient « des stratégies identitaires²³ » ; un lieu où le témoignage patriotique est investi des discours sur l'identité émanante et de ceux sur l'identité idéale. C'est donc sur ce témoignage et sur l'importance qui lui est reconnue dans le cadre de la patrimonialisation de la Maison nationale des Patriotes que nous posons un questionnement au regard de la notion de métissage élaborée par Nousss, notion qui relève, selon lui, non pas d'une manifestation d'un pluralisme culturel, mais bien d'un phénomène distinct, de l'ordre de la singularité²⁴.

Afin d'explorer la patrimonialisation de la Maison nationale des Patriotes, lieu possible de métissage, nous empruntons très librement au modèle systémique de Noppen et Morisset²⁵ que nous avons déjà mentionné et à la démarche « généalogique » privilégiée par Turgeon dans ses études sur le patrimoine métissé et plus particulièrement son étude : « L'archive : Écrire l'hybride et faire croire au monstre »²⁶. Si le modèle systémique de Noppen et Morisset permet de mieux comprendre les gestes de reconnaissance posés par l'État relativement à la mise en valeur de la maison Mâsse, la démarche de Turgeon facilite, quant à elle, la compréhension des manipulations opérées tant par les résidents de vieil établissement que par les néo-ruraux, dont l'État québécois est dans ce cas-ci le représentant, sur le rôle mnémotique reconnu à la maison Mâsse.

Un témoignage patriotique inscrit dans les murs de la Maison Mâsse

Comme point de départ de notre réflexion, nous avons choisi le texte portant sur la Maison Mâsse²⁷ paru dans *Les Chemins de la mémoire*, ouvrage publié en 1991 par la Commission des biens culturels du Québec. Il s'agit d'une publication officielle, qui répertorie l'ensemble des biens classés et reconnus par l'État québécois, destinée à un large public. Dans ce texte où Watkins relate l'histoire du bâtiment, la genèse de sa construction, ses qualités architecturales et les différents usages qui l'ont transformé, ainsi que les nombreux propriétaires qui l'ont occupé, deux extraits ont plus particulièrement attiré notre attention. Le premier : « Il [Jean-Baptiste Mâsse] est aussi un patriote. Lors de la bataille de Saint-Denis en novembre 1837, il participe au combat. Au cours de la répression qui suit, sa maison est épargnée mais des soldats l'occupent et pillent ses caves ». Le deuxième passage conclut le texte : « L'implantation de la Maison nationale des Patriotes s'est révélée une action décisive pour la mise en valeur de cette maison classée et pour l'interprétation des événements dont elle a été témoin ».

Il apparaît évident, à cette lecture, que le fait historique, objet de connaissance, est ici investi par le « vouloir de patrimonialisation » et ce, même si Watkins accorde autant d'importance aux autres éléments constitutifs de la reconnaissance de la maison Mâsse en tant que bien culturel. La mise en valeur de ce fait historique, par l'interprétation des événements dans lesquels il s'insère, participe de cette nécessaire *notoriété* qui concrétise le *potentiel monumental* de la maison Mâsse.

Une visite de la Maison nationale des Patriotes

Ma visite à la Maison nationale des Patriotes m'a permis de constater que l'ensemble de la structure d'accueil (panneau introductif, visite guidée du centre d'interprétation, boutique souvenirs) favorise nettement le rôle mnémotique de la maison Mâsse en tant que « témoin » des événements de 1837-1838.

Sur le panneau introductif, installé à l'entrée du centre d'interprétation, on compte quatre espaces narratifs. Un récit anecdotique illustre le séjour des troupes anglaises dans la maison de Jean-Baptiste Mâsse en 1837 :

« Un bouilli de pelures pour les soldats » – Un matin, soit excitation, soit obscurité, soit vengeance, la servante doit mettre les légumes et la viande à cuire, mais se trompe de plat. Elle met au feu les pelures de patates et de poireaux, les queues d'oignons et les grattures de carottes, en un mot, tous les débris de légumes et de viande qui devaient être jetés. Tout un bouilli !

À l'heure du repas, elle découvre son erreur, mais trop tard pour la corriger, les officiers se mettent à table. Courageusement, une des filles du propriétaire leur sert la fameuse fricassée.

Chaque morceau est examiné par l'un et par l'autre. « C'est de la sarriette » répond-elle à l'un ; « du persil », à l'autre ; « et du cerfeuil », à un troisième. Et tous reprennent à tour de rôle : « Bonne, bonne, bonne ! »

Les pillards et les incendiaires mangent avec appétit ce qui fait les délices de nos basses-cours. Voilà une douce vengeance pour les Patriotes !

Une chronologie rappelle les épisodes patriotiques qui se sont déroulés à l'intérieur de la maison Mâsse :

1834 : L'auberge Mâsse aurait servi de lieu de rencontre aux rédacteurs des « 92 résolutions ».

1837 : Les officiers occupent l'auberge Mâsse.

1852 : Les héritiers de Jean-Baptiste Mâsse réclament en vain au gouvernement un montant de 62 livres pour « logement de troupes et effets pillés » lors de l'occupation de l'auberge en 1837.

Des éléments biographiques de la vie de Jean-Baptiste Mâsse (1769-1841), premier propriétaire de la maison, mettent en évidence sa sympathie pour le mouvement patriotique. Il aurait notamment offert deux pistolets à Louis-Joseph Papineau juste avant sa fuite vers Saint-Hyacinthe.

Enfin, les différents usages de la maison Mâsse, de sa construction jusqu'à sa mise en valeur en tant que centre d'interprétation, sont énumérés. Il est intéressant de souligner ici que le fait même d'inclure dans l'histoire de la maison sa mise en valeur en tant que centre d'interprétation montre toute l'importance de l'investissement monumental. D'objet de connaissance, la maison Mâsse devient un sujet de mémoire.

Dans le scénario de la visite animée²⁸ de la Maison nationale des Patriotes, il y a au plus quatre pages sur vingt-cinq qui portent sur le lieu bâti dans lequel s'insère le centre d'interprétation des événements de 1837-1838. Nous faisons référence ici à Jean-Baptiste Mâsse, aux résultats des fouilles archéologiques sur le site de la maison et dans l'ensemble du village, ainsi qu'à quelques particularités architecturales de l'édifice. Les autres pages portent sur le mouvement des patriotes, non seulement à Saint-Denis-sur-Richelieu, ce qui peut représenter environ deux pages, mais dans l'ensemble du Bas-Canada. Les explications nous ramènent à l'origine du mouvement, soit vers les années 1830, moment où le contexte social serait devenu opprimant pour une partie de la population, majoritairement francophone et vivant de l'agriculture ; elles se terminent en 1848 quand lord Durham, lit-on, établit un gouvernement responsable pour l'ensemble de la colonie.

La répartition (4/25 pages) des éléments d'information représentatifs du lieu bâti et du lieu de mémoire apparaissent donc comme symptomatique de la coexistence de deux identités dont l'une, idéale, occupe l'espace de l'autre.

Ce choix éditorial promeut le rôle mnémonique du bâtiment et s'exprime clairement dans le « Thème de la *Maison nationale des Patriotes* » : « Les événements de 1837-1838 au Bas-Canada (Québec actuel²⁹) à travers des lieux précis : Saint-Denis-sur-Richelieu et la maison d'un marchand sympathisant patriote » ; tout comme dans la distribution des sujets selon les étages. Au sous-sol, il est question de Saint-Denis-sur-Richelieu et de la maison de Jean-Baptiste Mâsse ; au rez-de-chaussée, des causes des événements de 1837-1838 et des solutions préconisées par les patriotes ; à l'étage, des batailles de 1837-1838, dont celle de Saint-Denis, et du dénouement des événements.

Cette excursion dans le temps se termine – comme dans toute institution muséale – par un arrêt à la boutique souvenir. Ici, la Maison nationale des Patriotes offre, en plus de la littérature sur les événements de 1837-1838, une bière spécialement brassée en l'honneur des « valeureux » ancêtres les patriotes, la « 1837 » d'Unibroue, une microbrasserie située à Chambly³⁰.

Tel que mentionné précédemment, le « vouloir de patrimonialisation » sous-jacent à la mise en valeur de l'objet classé monument historique investit le fait historique que représente la maison Mâsse, en tant que « témoin » des événements de 1837-1838. Si Watkins fait état, avec autant d'intérêt, de l'âge, de l'art, de l'usage, de la matérialité, de la position, bref, des « valeurs monumentales » décodées par Noppen et Morisset, la Maison nationale des Patriotes, quant à elle, semble nettement privilégier une seule des valeurs, la valeur d'âge, et de façon bien spécifique, moins en lien avec le bâtiment lui-même (l'environnement bâti) qu'avec le contexte idéal abstrait de « l'histoire nationale » dont on veut le bâti pour témoin. Les autres valeurs ne viennent que crédibiliser cette option.

Il semble donc qu'il y ait altération identitaire entre l'objet classé, la maison Mâsse, dont il est question dans le texte de Watkins paru dans *Les Chemins de la mémoire* et l'objet mis en valeur, la Maison nationale des Patriotes.

Cette altération identitaire entraînée par la patrimonialisation du bâti sur sa seule valeur d'âge amène à croire que la Maison nationale des Patriotes ne peut être un objet métissé. Il reste toutefois que la patrimonialisation, ce lieu de passage entre le possible patrimoine et la consécration monumentale, est, à notre avis, un lieu de métissage. C'est pourquoi nous nous sommes interrogée sur ce rôle de témoignage, attaché à l'histoire du bâti-

ment et consacré par un choix muséologique. À savoir, de quelle façon et dans quelle circonstance ce signifiant patrimonial et identitaire a atteint la *notoriété* nécessaire, consacrant ainsi le *potentiel monumental* de la maison Mâsse en ce monument historique qu'est la Maison nationale des Patriotes ?

La notoriété de la valeur de témoignage

Pour modèle, nous nous sommes inspirée de celui qu'utilise Akrich dans « 'Le Jugement dernier' : une sociologie de la beauté³¹ » démontrant comment s'est constituée, à travers divers intérêts, la notoriété du tableau attribué à Van der Weyden que l'on trouve au musée de l'Hôtel-Dieu de Beaune, en France. L'analyse des documents relatifs à la patrimonialisation de la maison Mâsse, selon les différentes périodes, a permis entre autres de comprendre que parallèlement au processus de construction patrimoniale, il y a eu constitution d'une mémoire collective autour des événements de 1837-1838, travail amorcé dès le début du XX^e siècle, notamment dans la Vallée du Richelieu, par l'érection de plusieurs monuments commémoratifs rappelant aux citoyens la révolte des patriotes³². Une « médiation de l'affectivité³³ » qui, selon Choay, est une « façon [de] rappeler le passé en le faisant vibrer à la manière du présent ».

Il est opportun de souligner que la reconnaissance, par les résidents de Saint-Denis-sur-Richelieu, des faits historiques qui leur sont propres n'origine pas exclusivement de la période inhérente à la patrimonialisation de la maison Mâsse. Déjà en 1836, Wolfred Nelson³⁴ organise une souscription publique et fait ériger sur la Place du Marché, aujourd'hui le parc des Patriotes, un monument à la mémoire de Louis Marcoux, patriote mort à Sorel lors de l'élection de 1834. En 1913, à la suite de l'initiative d'un notaire de Contrecoeur et avec l'appui de Jean-Baptiste Richard³⁵, a lieu le dévoilement du monument aux Patriotes de 1837. Considérant qu'il s'agit d'un don à la municipalité, le conseil de ville de l'époque décide de placer le monument « au centre du village au milieu de la Place du Marché³⁶ ». Puis, en 1934, la Société des artisans Canadiens-Français participe de l'érection du Cairn ou Tumulus sur le site de la bataille des patriotes. Une plaque offerte par la Commission des monuments historiques de la province de Québec rappelle les événements. Enfin, en 1937, les Dionysiens organisent les fêtes du centenaire des événements de 1837-1838.

Dans les années 1960, c'est la montée des mouvements indépendantistes, tel le Rassemblement pour l'indépendance nationale (R.I.N.) qui participe de cette constitution d'une mémoire collective. Le compte rendu d'un colloque sur l'histoire

des patriotes³⁷, tenu en 1979, fait état d'une première manifestation en l'honneur de ces derniers pour l'année 1963. La « médiation de l'affectivité » propre au monument commémoratif se transforme alors en une médiation fortement politisée, d'autant que l'habituel dépôt de couronnes au pied du monument des Patriotes de Saint-Denis-sur-Richelieu est généralement suivi d'un discours enflammé. À titre d'exemple, en 1965, Pierre Bourgault se prononce sur « la lâcheté des Québécois » et compare leur situation avec celle des patriotes de 1837-1838.

Sur un autre registre, mais toujours dans le champ politique, il est intéressant de rappeler que *Le Vieux Patriote de « 37 »*, créé par Henri Julien, sert aussi d'effigie au Front de Libération du Québec (FLQ), une image reproduite sur les communiqués de la cellule Chénier³⁸ et largement diffusée par les journaux lors des événements d'octobre 1970³⁹. Ce rappel historique de la rébellion se lit aussi dans leur manifeste :

Il nous faut lutter, non plus un à un, mais en s'unissant, jusqu'à la victoire, avec tous les moyens que l'on possède comme l'ont fait les Patriotes de 1837-1838 (ceux que notre Sainte Mère l'Église s'est empressée d'excommunier pour mieux se vendre aux intérêts britanniques)⁴⁰.

Il est également intéressant de constater que la montée du nationaliste revendicateur d'un Québec indépendant s'accompagne d'un nouvel intérêt pour l'histoire des patriotes. À titre d'exemple, on compte dans le catalogue de la bibliothèque de l'Université du Québec à Montréal⁴¹ dix-sept ouvrages sur ce sujet pour la période de 1964 à 1977 et quinze pour celle de 1981 à 1988, comparativement à vingt et un ouvrages pour la période de 1838 à 1950, dont sept sont publiés en 1938, l'année qui suit le centenaire de l'événement.

C'est dans un tel contexte, qui mériterait une étude approfondie, que le rôle de témoignage patriotique lié au bâti architectural de la maison Mâsse prend sens, devenant signifiant patrimonial et identitaire, et participe de la notoriété nécessaire à la consécration monumentale.

En parallèle, dès le début des années 1970, les deux paliers gouvernementaux (provincial et fédéral) témoignent de l'intérêt pour la maison Mâsse. En juin et en juillet 1972, le gouvernement fédéral effectue un pré-inventaire du patrimoine bâti de Saint-Denis-sur-Richelieu⁴². Dans la même année, la firme Pluram inc. propose l'implantation d'un musée à l'intérieur de la maison Mâsse⁴³. À l'été 1973, un *Relevé et évaluation sommaire des Anciennes Maisons en vue de les classer* est déposé au ministère des Affaires culturelles à la Direction des monuments historiques. On y lit sur la maison Mâsse, qu'il s'agit d'une

belle pièce d'architecture qui vaudrait bien la peine d'être conservée. Son aspect massif est assez impressionnant lorsqu'on passe dans la rue. Cependant, [...] la surcharge provoquée par l'entreposage a amené des changements au sous-sol et à moins d'agir très tôt et d'interdire l'entreposage, cette magnifique maison perdra son cachet. Le délabrement se fait sentir de plus en plus⁴⁴.

Lors des négociations fédérales provinciales de 1974 concernant l'aménagement des abords de la Richelieu, le service des Arrondissements du ministère des Affaires culturelles propose d'acquérir et de restaurer la maison Mâsse⁴⁵. Aucune entente n'étant intervenue entre les parties, les propositions ne se sont pas matérialisées. Dans une note de service datée du 23 décembre 1975⁴⁶, on peut lire que « cette maison [la maison Mâsse], une fois restaurée, serait un magnifique immeuble pour créer un musée racontant l'histoire des potiers de St-Denis ». Cette communication est rédigée après l'exposition de pièces archéologiques⁴⁷ lors du *Festival d'été* de Saint-Denis-sur-Richelieu organisé par l'Association dionysienne des artisans (A.D.A.).

Un tel intérêt pour la patrimonialisation de la maison Mâsse est confirmé dans une lettre du ministre des Affaires culturelles, Jean-Paul L'Allier, au député de Verchères, Marcel Ostiguy – tous deux d'allégeance libérale –, le 18 juillet 1976⁴⁸. Tout en déplorant que le pré-inventaire prévu pour l'année en cours ne puisse être réalisé, le ministre reconnaît « l'intérêt » de la maison Mâsse et assure le député que le service de l'Inventaire des biens culturels constituera un dossier technique et historique de ce bâtiment, permettant ainsi de déterminer le bien-fondé d'un classement éventuel. Retenons qu'aucune des interventions gouvernementales précédemment décrites ne fait allusion au « témoignage patriotique » de la maison Mâsse. Pourtant, en 1975 et en 1977, la Corporation municipale du village de Saint-Denis-sur-Richelieu présente au ministère des Affaires culturelles une résolution demandant d'acquérir, de restaurer et d'aménager un des « vestiges » des événements de 1837-1838, la « maison Massé ».

L'arrivée au pouvoir du Parti québécois, en 1976, accélère non seulement la patrimonialisation de la maison Mâsse – classée bien culturel le 5 octobre 1977 –, mais favorise l'inclusion de ce lieu dans la démarche *mémorative* des événements de 1837-1838. Le changement toponymique de la route 133 qui longe la Richelieu, en 1977, ainsi que la proclamation de la fête des Patriotes, en 1982, sont, avec l'ouverture de la Maison nationale des Patriotes à Saint-Denis-sur-Richelieu, en 1988, symboliques d'une médiation politique, des gestes fédérateurs d'une identité idéale attachée au mouvement « nationaliste ».

Un peu d'histoire

S'il semble que la première mention de la maison Mâsse comme témoin possible des événements de 1837-1838 se trouve dans un texte d'Alphonse Lusignan⁴⁹, « L'Affaire Saint-Denis », paru en 1890, il faut cependant souligner que les différents passages du texte de Lusignan que l'on associe au témoignage patriotique de la maison Mâsse n'ont pas toujours, ni tous, été l'objet d'une médiation historique ou politique. En fait, l'idée même de consacrer la maison Mâsse en Centre d'interprétation des événements de 1837-1838 origine probablement beaucoup plus de sa situation géographique – la maison Mâsse est située à côté du parc des Patriotes – et de la transmission orale des souvenirs liés à la bataille de Saint-Denis qu'à une volonté de faire connaître le patriote Jean-Baptiste Mâsse et le lieu de séjour des troupes anglaises.

D'une part, dans le compte rendu des manifestations en l'honneur des patriotes, on peut lire que, lors de ces hommages annuels, des manifestants avaient pris l'habitude de se réunir chez un des leurs dont la maison, située à Saint-Denis-sur-Richelieu et reconnue monument historique en 1980, aurait également été « un témoin silencieux de la rébellion de 1837⁵⁰ ». Dès lors, il est possible de croire, qu'adjacente au parc des Patriotes – ce parc qui, aux dires même des Dionysiens est « bien connu au Québec puisqu'il constitue annuellement le lieu de rencontre de la volonté nationaliste du Québec⁵¹ » –, la maison Mâsse apparaît non seulement comme le lieu idéal pour la commémoration des événements de 1837-1838, mais également comme le lieu de diffusion de la pensée nationaliste et indépendantiste.

D'autre part, lorsqu'en 1977 le ministère des Affaires culturelles classe la maison Mâsse, il le fait sous le nom de maison Massé, tandis que le Centre d'interprétation est logé dans la maison Mâsse. Étrange ! D'autant que, dans « L'Affaire de Saint-Denis », Lusignan désigne bien à plusieurs reprises son grand-père sous le patronyme de Mâsse, ce qui permet d'écarter l'erreur typographique. En reprenant quelques passages de « L'Affaire de Saint-Denis », les historiens Jean-Baptiste Allaire⁵², en 1905, et Aegidius Fauteux⁵³, en 1950, orthographient eux aussi Mâsse correctement.

Toutefois, dans le programme-souvenir⁵⁴ des fêtes du centenaire des Patriotes à Saint-Denis, sous le titre « Souvenirs historiques » où sont décrits quelques lieux qui réfèrent aux « troubles » de 1837, on peut lire, au numéro (11) :

MAISON DE JEAN BAPTISTE MASSÉ où logèrent les Anglais du 2 au 8 Décembre 1837. Le Conseil de Comté du Comté de Richelieu y tenait autrefois ses assemblées. Construite en 1828.

Or ce programme est essentiellement conçu par les organisateurs de l'événement, majoritairement Dionysiens.

Michel Hudon dépose un document historique concernant cette maison ainsi que son propriétaire : Jean-Baptiste « Massé », une étude intéressante puisqu'il se réfère à Lusignan, y joignant même un extrait de « L'Affaire Saint-Denis » dans lequel il est question de la maison Mâsse⁵⁵. Aegidius Fauteux fait aussi l'objet d'une citation et là encore Hudon écrit « Massé » plutôt que Mâsse. Pour sa défense mentionnons que, dans la réclamation n° 356⁵⁶ dont il inclut également copie et dans laquelle on apprend que les héritiers de Mâsse ont été déboutés par la commission d'indemnités, l'orthographe du patronyme est MASSE ou Masse !

Une telle divergence dans les appellations qui peut sembler anodine nous apparaît toutefois révélatrice d'une transmission orale des souvenirs liés à la bataille de Saint-Denis ou, plus exactement, de la discontinuité de la transmission énonciation/typographie. Il ne s'agit toutefois que d'une hypothèse qui demanderait à être confirmée par des recherches approfondies. Ajoutons que cette divergence orthographique autour du patronyme « Mâsse » ouvre la voie à l'exploration de la dualité identitaire : émanante – idéale, d'où l'intérêt de questionner « la volonté dionysienne » dans le processus de construction patrimoniale et la mise en valeur de la maison Mâsse.

La volonté dionysienne

Les recherches effectuées jusqu'à ce jour montrent que la volonté d'utiliser la maison Mâsse comme lieu muséal destiné aux événements de 1837-1838 apparaît pour la première fois dans un dossier d'utilisation préparé par le Service de l'animation de la Direction générale du patrimoine⁵⁷ en novembre 1977. Sous « Hypothèses d'utilisation », on peut lire :

[...] la municipalité de Saint-Denis souhaiterait organiser au rez-de-chaussée une halte-musée qui consisterait en une salle d'exposition d'objets, photos, articles, outils appartenant aux citoyens de Saint-Denis. Plusieurs parmi eux ont maintes fois manifesté le désir d'exposer des articles ayant appartenu à leurs ancêtres les Patriotes de 1837. Cette exposition se veut très vivante, accompagnée de bandes sonores où on entendrait les vieux de Saint-Denis raconter aux jeunes les histoires du passé [sic].

À ce thème patriotique, un volet historique sur les maîtres-potiers du bourg Saint-Denis est ajouté, complétant ainsi l'aménagement muséal du rez-de-chaussée de la maison Mâsse. Les autres étages doivent servir aux organismes communautaires de la municipalité.

Cette distribution des activités proposées semble refléter les désirs soumis aux divers intervenants du ministère des Affaires culturelles. À titre d'exemple, un extrait tiré d'une lettre adressée au Ministre Denis Vaugeois par la Corporation de la Maison « Massé »⁵⁸ :

Nous réitérons donc notre ardent désir de satisfaire les besoins culturels et sociaux de notre communauté, désir qui peut se réaliser par l'acquisition par le Ministère des Affaires Culturelles [sic] de la Maison Massé, par sa rénovation en fonction de notre milieu.

Mentionnons que la Corporation de la Maison « Massé » a pour principal mandat de « promouvoir toute utilisation de la Maison Massé pour des fins communautaires, sociales et culturelles⁵⁹ », dont entre autres des ateliers d'artisanat. Cette même corporation dépose en mars-avril 1979 un dossier d'utilisation de la maison « Massé »⁶⁰, « représentant diverses tangentes du milieu ». La dernière affirmation de cette cohabitation *communautaire/muséal* incluant un rappel patriotique et l'histoire de la poterie se trouve dans le dossier justificatif d'utilisation⁶¹ de janvier 1980. Cependant, il est important de souligner que, pour les auteurs de ce document,

[...] l'acquisition de ce témoin des événements de 1837 constituerait pour le gouvernement du Québec un premier relais en vue de faire connaître et développer le potentiel touristique et patrimonial de cette région⁶².

L'affirmation patriotique

Avec le dépôt en octobre 1982 du document d'Ethnotech⁶³, les désirs exprimés par la communauté dionysienne devront laisser place à l'affirmation patriotique attribuée au rôle mnémotique de la maison Mâsse. Les auteurs inscrivent toutefois les événements de 1837-1838 dans le cadre historique du développement socio-économique de Saint-Denis-sur-Richelieu, des débuts de la colonie jusqu'au XX^e siècle (1930 environ). Dans ce rapport, on rappelle entre autres que

[l]e programme d'intervention du ministère des Affaires culturelles du Québec dans le cadre de la maison Massé, succède à quelques avant-projets de centres d'interprétation des événements de 1837-1838, notamment à la prison du Pied-du-Courant à Montréal en 1977⁶⁴.

On recommande également que l'appellation maison « Massé » soit changée pour Centre d'interprétation de Saint-Denis, identification propre à sa nouvelle fonction.

La volonté du gouvernement péquiste de « mettre en mémoire » l'héritage patriotique s'exprime clairement dans le communiqué de presse du député de Verchères⁶⁵, Jean-Pierre Charbonneau, lors de l'annonce en 1982 de la transformation de

la maison Mâsse en Musée des Patriotes. Soulignant la conformité du projet avec les intentions gouvernementales, le député insiste sur l'importance, pour tous les peuples, de « faire le nécessaire pour que les pages importantes de [leur] *histoire nationale* soient connues et que les générations successives puissent en tirer les leçons qui s'imposent » (nos italiques). Dans la même foulée, un regroupement national, *Les Patriotes du pays*, est mis sur pied afin de gérer le « musée national ». L'objectif poursuivi par le regroupement est de « faire connaître et apprécier l'épopée des Patriotes de 1837-1838 et [de] promouvoir la célébration annuelle de leur mémoire⁶⁶ ».

Ce moment d'affirmation nationaliste vient clore la « démarche généalogique » – pour reprendre les mots de Turgeon⁶⁷ – que nous avons entreprise dans l'étude de la patrimonialisation de la Maison nationale des Patriotes de Saint-Denis-sur-Richelieu. Bien qu'il ne s'agisse ici que des balbutiements de nos recherches autour d'objets de mémoire rappelant les patriotes de 1837-1838, la perspective adoptée permet tout de même de comprendre un peu mieux les « stratégies identitaires » déployées par le gouvernement indépendantiste lors de constructions patrimoniales.

*

En tant que « lieu de mémoire », la Maison nationale des Patriotes prétend, à sa manière, « faire de l'histoire du Québec une histoire vivante et vivace ». On « souhaite [y] faire en sorte que dorénavant ce sujet stimulant, voire passionnant, redevienne d'actualité⁶⁸ », écrivait-on à l'hiver 1988. Quinze ans plus tard, nous nous interrogeons sur ce lieu hautement identitaire du mouvement nationaliste puisque bon nombre de Dionysiens de vieil établissement ne semblent pas s'y identifier. Bien qu'implanté dans un milieu qui, par son histoire, lui semble destiné, la Maison nationale des Patriotes n'est pas devenue un objet qui symbolise l'identité émanante de la collectivité de Saint-Denis-sur-Richelieu et ce, malgré la transmission orale parmi les citoyens de « souche » de ce « témoignage patriotique » accolé à la maison Mâsse. En fait, la patrimonialisation de ce bâtiment reste synonyme, pour la plupart d'entre eux, de l'opportunité offerte à la Coopérative agricole de Saint-Denis-sur-Richelieu de moderniser ses infrastructures⁶⁹.

De même, l'étude des documents entourant la patrimonialisation de la Maison nationale des Patriotes montre bien que l'acquisition de la maison Mâsse repose essentiellement sur le rôle de témoignage patriotique associé à ce bâtiment dans les documents écrits depuis 1890, année de publication de « L'Affaire de Saint-Denis » rédigée par Alphonse Lusignan, petit-fils de Jean-Baptiste Mâsse. L'étude déposée par Michel Hudon en juin 1977,

au moment de la signification de l'intention d'acquisition, met particulièrement l'accent sur ce rôle de témoignage.

Cependant, comme nous le mentionnions, force est de constater qu'il n'y a pas adéquation entre l'idée que se font les Dionysiens de ces événements patriotiques et la mise en mémoire de ces mêmes événements, entre la transmission orale et la justification nationaliste des événements, bref entre l'identité émanante des citoyens de Saint-Denis-sur-Richelieu et l'identité idéale des néo-ruraux, représentée ici par le gouvernement péquiste. D'ailleurs, en 1984, le député de Verchères, Jean-Pierre Charbonneau, espérait, avec l'ouverture de cette institution muséale, « faire mieux accepter par les habitants de cette municipalité d'être au cœur de l'histoire des Patriotes⁷⁰ ». Trois ans plus tard, à l'occasion du 150^e anniversaire de la bataille de 1837, on souligne à propos de ces événements que « certains Dionysiens se sont habitués à [les] déplorer⁷¹ », voyant dans la résistance armée « un coup de tête qui, en plus d'être condamné par les autorités religieuses, aurait interrompu pour toujours le développement économique de la région ». La Maison nationale des Patriotes demeure donc un idéal identitaire auquel peu de résidents de Saint-Denis se sont attachés.

Selon le principe élaboré par Noppen et Morisset voulant que la consécration monumentale résulte des intentions d'une collectivité, par l'investissement qu'elle opère dans l'*ici-maintenant* sur la notoriété émergente d'un possible patrimoine, on peut se demander si la concrétisation du *potentiel monumental* de la maison Mâsse, dans sa mise en valeur en tant que Centre d'interprétation des événements de 1837-1838, s'est faite complètement à l'encontre des intentions de la collectivité « de souche ».

Nous ne le croyons pas. Évidemment, d'aucuns diront que « nul n'est prophète en son pays » puisqu'il n'est pas rare que le « patrimoine » d'une région soit « découvert » par l'étranger de passage. Cela est d'autant plus vraisemblable que l'éveil à la richesse patrimoniale que connaît l'ensemble du Québec des années 1960-1970 touche aussi Saint-Denis-sur-Richelieu. Sa situation géographique privilégiée par son plan d'eau navigable et par la proximité d'un grand centre urbain favorise, à cette période, son développement touristique. C'est d'ailleurs dans le cadre d'études d'aménagement du territoire pour la Vallée du Richelieu, instiguées par les deux paliers de gouvernement, que l'on témoigne pour la première fois depuis 1927⁷² un intérêt « patrimonial » au regard de la maison Mâsse, intérêt qui ne se limite toutefois pas à ce seul bâtiment. On compte entre autres un relevé photographique du patrimoine bâti du village de Saint-Denis-sur-Richelieu et des recherches archéologiques sur les maîtres-potiers du bourg de Saint-Denis.

À l'encontre de l'adage, il faut mentionner qu'en 1975 et en 1977 l'intérêt de la communauté dionysienne pour la patrimonialisation de la maison Mâsse se manifeste par l'entremise de la Corporation municipale du village de Saint-Denis-sur-Richelieu qui fait parvenir au ministère des Affaires culturelles des résolutions sollicitant son intervention dans le dossier de ce bâtiment « patrimonial ». Dans ses demandes, la Corporation municipale spécifie « que l'on puisse prévoir la restauration et l'aménagement de ce lieu comme musée de l'histoire régionale et comme centre d'animation culturelle ». Ces souhaits venant de la communauté sont réitérés dans le dossier d'utilisation rédigé par la Corporation de la maison « Massé » comme dans la plupart des autres dossiers d'utilisation et ce, jusqu'en 1982.

Dès ce moment pourtant, la volonté de faire de ce bâtiment patrimonial un lieu de mémoire destiné à rappeler l'épopée patriote, participant en cela d'une construction de l'identité nationale, s'affirme de plus en plus, évacuant les vœux émis par les résidents de Saint-Denis-sur-Richelieu.

Dans le premier temps de ce processus de construction patrimoniale – ce « passage possible de l'anonymat à la reconnaissance » où se déploient « des stratégies identitaires » –, la lecture des documents montre bien que la communauté dionysienne conçoit, dans la consécration monumentale de la maison Mâsse, la matérialisation de son identité, tant par la reconnaissance des événements patriotiques qui lui sont propres que par l'histoire économique du bourg à travers les « découvertes archéologiques » ; elle actualise également cette identité dans une appropriation de la valeur d'usage de maison Mâsse à des fins communautaires. Le deuxième temps de la patrimonialisation favorise quant à lui le seul témoignage inscrit dans les murs de l'édifié. Son actualisation dans le discours politique indépendantiste en fait « un instrument de manipulation⁷³ » exemplaire pour la construction d'une identité porteuse d'espoir, d'autant que la marche souverainiste connaît, à la suite du référendum de 1980, un revers important. Encore une fois, il y a dualité entre les volontés identitaires émanante et idéale quant à l'investissement du « témoignage » patriotique.

L'analyse que Turgeon⁷⁴ fait de la déclaration de Guillaume Pottier, capitaine du navire le « Vainqueur de Saint-Malo », est à cet égard fort éclairante. Résultat probable d'une négociation tacite entre les deux parties, le récit de cet affrontement entre les membres de l'équipage et un monstre marin sert bien le discours social de l'époque. Dans le contexte de guerre maritime que connaît l'Europe en ce début du XVIII^e siècle, la mise en relief de l'héroïsme des pêcheurs par Raymond de Navarre, conseiller du roi à la cour des Aides et lieutenant général de l'amirauté de

Guyenne, permet non seulement de revaloriser le statut social des gens de mer et de resserrer les liens de solidarité les unissant, mais surtout de devenir un objet de propagande afin de « rassembler et de mobiliser ces derniers, rebutés par les très maigres soldes, les hauts taux de mortalité dans la marine royale et par la privation d'une sépulture en terre chrétienne⁷⁵ ».

Il est possible alors de considérer le rôle mnémonique de la maison Mâsse comme un objet de connaissance métissé puisqu'il est investi à la fois par un discours qui fait référence aux souvenirs des Dionysiens et par un discours interprétatif largement nationaliste. Ce dernier investissement, idéologique, d'un *possible patrimoine* est cependant redevable de la situation politique particulière prévalant au Québec durant le processus de patrimonialisation de la maison Mâsse, depuis sa reconnaissance par le ministère des Affaires culturelles en tant que bien culturel, en 1976, jusqu'à sa *consécration monumentale* par le choix de mise en valeur privilégiée, soit ce Centre d'interprétation des événements de 1837-1838 que représente la Maison nationale des Patriotes, en 1988. Une décision gouvernementale qui justifie sans doute l'inadéquation entre l'idée que se font les Dionysiens de ces événements patriotiques et la mise en mémoire de ces mêmes événements.

Un possible lieu de métissage ?

Au regard de la réflexion de Laplantine et Nous⁷⁶, à l'effet que la « pensée du métissage est une pensée de la médiation et de la participation à au moins deux univers » et qu'elle n'est « ni seulement du passé ni exclusivement de l'avenir », il est possible d'affirmer que ce rôle de témoignage que l'on reconnaît à la maison Mâsse est une signification métissée.

Dans le passage du possible patrimoine qu'est la maison Mâsse à sa consécration monumentale à titre de Maison nationale des Patriotes, le caractère mnémonique du bâtiment, symbolisé par son rôle de « témoin » des événements de 1837-1838, participe tout autant du désir d'affirmation de l'identité émanante de la collectivité dionysienne que de l'affirmation de l'identité idéelle fortement nationaliste. D'une part, ce témoignage, un souvenir parmi d'autres d'un événement impliquant bon nombre de Dionysiens, fait partie du « soi » de l'ensemble des citoyens de Saint-Denis-sur-Richelieu, au même titre que les cousteaux « Richard » ou de la « quasi-cathédrale » de Saint-Denis⁷⁷. D'autre part, l'« autre » médiateur, le gouvernement en place, s'approprie ce rôle de témoignage en tant que projection dans l'avenir. Les intentions du politique, à ce moment, n'ont pas pour simple but la reconnaissance historique des revendications des patriotes pour une saine démocratie. Il y a volonté, à travers la

patrimonialisation du « témoignage » patriotique, de construire une identité québécoise distincte.

Toujours au regard de la proposition de Nous et de celle de Laplantine et Nous, selon lesquelles le métissage permet une troisième voie entre « l'intégration totale ou le repli communautariste », entre le « global » et le « local » ou, dans le cas qui nous occupe, entre l'identité idéelle et l'identité émanante, il apparaît donc évident que la survivance de ce témoignage, déjà identifié en 1927 par la Commission des monuments historiques, participe de la patrimonialisation de la Maison nationale des Patriotes. Cette image survivante vient hanter⁷⁸ le vouloir de patrimonialisation tant de la part de la communauté dionysienne que de la part d'un gouvernement nationaliste. Entre le repli sur soi d'une communauté et l'ouverture sur le monde d'un « pays » nouveau, entre une identité émanante, consciente de son histoire, mais ancrée dans *l'ici-maintenant* et une identité idéelle qui valorise la mémoire du passé pour ériger un futur, c'est l'image du patriote qui prend toute la place.

Notre étude sur la patrimonialisation de la Maison nationale des Patriotes démontre non seulement comment un « témoignage patriotique » peut être un signifiant métissé, mais illustre tout l'intérêt d'explorer l'image du « patriote » et de sa commémoration. Dans ce cas-ci, l'usage de la notion de métissage a permis d'appréhender les stratégies identitaires – émanante et idéelle – déployées par les différents acteurs lors du processus de mise en valeur de la maison Mâsse, notion qui s'avérera d'autant plus utile pour l'évaluation des « variations » de discours entourant la figure du « patriote », selon les périodes de mise en mémoire, les lieux investis et les instigateurs de ces projets commémoratifs.

Notes

1. Un nombre grandissant de municipalités offre aux touristes des « circuits patrimoniaux » qui mettent à l'avant-plan des « lieux de mémoire », tels l'église, le presbytère, la maison du notaire de l'endroit, celle du médecin ou encore celle d'un personnage célèbre. À Saint-Denis-sur-Richelieu, le circuit patrimonial proposé par la Maison nationale des Patriotes s'attarde quant à lui, à travers le bâti architectural, à l'histoire des patriotes.
2. Choay, Françoise, 1999, *L'Allégorie du patrimoine*, nouvelle édition, La couleur des idées, Paris, Seuil, p. 182.
3. À titre d'exemple, Guy Tardif, ancien ministre sous le gouvernement péquiste, a choisi en 1986 de s'installer à Saint-Denis-sur-Richelieu. Jacques Létourneau, comédien connu dans les années 1960 pour son rôle du Pirate Maboul à la télévision de Radio-Canada, a été propriétaire de la maison Chérier, reconnue bien culturel en 1980 par le ministère des Affaires culturelles du Québec. Sa maison était le lieu de rencontre des organisateurs des hommages annuels aux patriotes à Saint-Denis-sur-Richelieu dans les années 1960 et 1970. Bien qu'il n'habite pas Saint-Denis-sur-Richelieu, on peut souligner que Bernard Landry, lors de son retour en politique en 1994, a choisi de représenter le comté de Verchères, une circonscription largement associée à l'histoire des patriotes comme en font foi « Les faits saillants de son histoire » que l'on trouve sur le site Internet de l'organisation de ce comté (<http://www.pqvercheres.qc.ca>). Plus récemment, lors de la journée nationale des Patriotes, le 19 mai 2003, M. Landry, maintenant chef de l'opposition, a assisté au dévoilement de la statue de Louis-Joseph Papineau à la Maison nationale des Patriotes. Les journaux ont d'ailleurs souligné l'absence du nouveau premier ministre, Jean Charest, chef du parti libéral du Québec. Cette journée a été instituée par le gouvernement péquiste à la toute fin de son mandat (1998-2003).
4. Turgeon, Laurier, 2003, *Patriotes Métissés. Contextes coloniaux et postcoloniaux*, Paris et Québec, Éditions de la Maison des sciences de l'homme et Presses de l'Université Laval, p. 18.
5. À deux reprises au printemps 2002, la municipalité de Saint-Charles-sur-Richelieu devient le lieu d'une argumentation idéologique entre des citoyens « de souche » et des néo-ruraux (certains d'entre eux y résident depuis près de vingt-cinq ans) sur des sujets aussi différents que l'établissement d'une porcherie et l'abolition du Plan d'Implantation et d'Intégration Architectural (PIIA) pour une zone patrimoniale en milieu rural.
6. Dionysien est le gentilé des résidents de Saint-Denis-sur-Richelieu.
7. Nous empruntons cette expression à Choay (*op. cit.* : 181).
8. Gruzinski, Serge, 1999, *La pensée métisse*, Paris, Fayard, p. 10-13 ; Turgeon, Laurier, et Anne-Hélène Kerbiriou, 2002, « Métissage, de glissements en transferts de sens », in Laurier Turgeon, dir., *Regards croisés sur le métissage*, Collection Intercultures, Québec, CÉLAT et Presses de l'Université Laval, p. 6-10.
9. Turgeon, *Regards croisés* : 6.
10. Gruzinski : 10.
11. Nouss, Alexis, 2002, « Métissage, transculture et singularité », in Pierre Ouellet, dir., *Politique de la parole, singularité et communauté*, collection Le Soi et l'autre, Montréal, Trait d'Union, p. 99-112.
12. Laplantine, François, et Alexis Nouss, 1997, *Le Métissage*, Dominos, Paris, Flammarion, p. 8.
13. Didi-Huberman, Georges, 2002, *L'image survivante : histoire de l'art et temps des fantômes selon Aby Warburg*, Paris, Minuit.
14. Nouss : 99.
15. *Guide touristique 2001 Tourist Guide La vallée du Richelieu Région Gourmande*, 4^e édition, Tourisme Vallée-du-Richelieu, p. 8 et 11.
16. En fait, il ne s'agit pas du tout du « tricolore canadien », mais bel et bien de l'étendard que se sont donnés les patriotes. La source symbolique de ce drapeau serait, semble-t-il, le tricolore de la révolution française. Seul le bleu aurait été changé pour le vert afin d'inclure la communauté irlandaise.
17. *Guide vert Michelin Le Québec*, 2^e édition, Clermont-Ferrand, Michelin Éditeur, 1996, p. 251.
18. *Ibid.* : 252 et 253.
19. Nous faisons ici allusion au tableau « Le Sacre de Napoléon I^{er} » exécuté par Jacques Louis David (1748-1825) et glorifiant le règne de Napoléon Bonaparte.
20. Noppen, Luc, et Lucie K. Morisset, 1997, « De la production des monuments : Paradigmes et processus de la reconnaissance », in Laurier Turgeon, Jocelyn Létourneau et Khadiyatoula Fall, dir., *Les espaces de l'identité*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 47.
21. *Ibid.* : 45.
22. La Maison nationale des Patriotes a d'abord été connue sous le nom de maison Mâsse.
23. Turgeon, *Patriotes métissés* : Turgeon cite alors les ouvrages de De Certeau, Michel, 1990, *L'invention du quotidien. I. Arts de faire*, Paris, Gallimard, p. 173-174 et de Mongin, Olivier, 2002, « Une figure singulière de la pensée », in Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Gardia et Michel Trebitsch, dir., *Michel de Certeau : Les chemins de l'histoire*, Paris, Éditions Complexe, p. 35-36.
24. Nouss : 102.
25. Noppen et Morisset : 23-52.
26. Turgeon, *Patriotes métissés* : 31-58.
27. Watkins, Joanne, 1991, « Maison Mâsse », in Commission des Biens Culturels, *Les Chemins de la mémoire, monuments et sites historiques du Québec*, tome II, Québec, Les publications du Québec, p. 268-269.
28. Maison nationale des Patriotes, *Scénario de la visite-animée du centre d'interprétation. Suivi du scénario du circuit patrimonial*, Charbonneau, Sophie, mai 2002, Saint-Denis-sur-Richelieu, Maison nationale des Patriotes (révisé décembre 2002), 37 p. Ce document sert aux guides du centre d'interprétation et n'est pas destiné à une large diffusion. Nous remercions M. Stéphane Chagnon, directeur de la Maison nationale des Patriotes de sa confiance.
29. Sans aller dans le détail, il y a lieu de souligner que le territoire du Québec « actuel » ne correspond aucunement à celui du Bas-Canada au moment des événements de 1837-1838. En 1867, lors de la confédération, le Québec garde les limites territoriales définies par la constitution précédente qui comprend alors le Haut-Canada et le Bas-Canada. À ce moment (1867), l'Abitibi, le Nouveau-Québec et le Labrador sont exclus de son territoire. Le Québec verra sa configuration se transformer en 1898, en 1912 et en 1927, incluant additions et pertes de territoire, pour enfin devenir le Québec que l'on connaît aujourd'hui. Ce raccourci historique, voire simpliste, venant d'un « centre d'interprétation historique » soulève toutefois la question des intentions réelles sous-jacentes au désir gouverne-

mental de faire connaître une « page importante de l'histoire nationale, une question qui dépasse largement le cadre de la présente étude.

30. Il est intéressant de mentionner que contrairement à la « 1837 » qui n'est pas une bière localement brassée à Saint-Denis-sur-Richelieu, lieu de reconnaissance des événements patriotes de 1837-1838, sur le marché des bières québécoises, on trouve les bières de la Nouvelle-France qui, elles, sont brassées à la microbrasserie de la Seigneurie de la Nouvelle-France, à Saint-Paulin, dans la région touristique de la Mauricie. La seigneurie présentée par les promoteurs de ce complexe récréotouristique comme « patrimonial et historique » a cependant été conçue de toutes pièces pour la série télévisée *Marguerite Volant*, en 1996.

31. Akrich, Madeleine, 1986, « 'Le Jugement dernier' : une sociologie de la beauté », *L'année Sociologique*, p. 239-277.

32. En plus des monuments commémoratifs que l'on trouve à Saint-Denis-sur-Richelieu et que nous avons déjà mentionnés, on compte également plusieurs œuvres commémoratives à la mémoire des patriotes et ce, dans presque toutes les municipalités qui bordent la Richelieu. Si, à Saint-Charles comme à Saint-Denis, des monuments sont érigés dès le début du XX^e siècle, la plupart des autres le sont dans les années 1980.

33. Choay : 14-15.

34. Wolfred Nelson, un des chefs de la rébellion de 1837, réside à Saint-Denis-sur-Richelieu où il opère une distillerie. Il y pratique également sa profession de médecin.

35. Jean-Baptiste Richard, médecin, est né à Saint-Denis-sur-Richelieu. Après un court passage à Saint-Antoine-sur-Richelieu, il

revient dans son village natal pour y établir sa pratique. Il a été maire de la municipalité de 1902 à 1904.

36. Richard, Jean-Baptiste, s.d., *Saint-Denis-sur-Richelieu 1900 à 1940 avec notes supplémentaires jusqu'à 1943*, Documents Maskoutains n° 15, Saint-Hyacinthe, Société d'histoire régionale de Saint-Hyacinthe, p. 110.

37. « Compte-rendu des manifestations en l'honneur des patriotes à St-Charles et à St-Denis organisées depuis 1963 par le Comité des patriotes 37-38 », *Patriotes pourquoi ? : Compte rendu du premier Colloque sur l'histoire des patriotes tenu à St-Charles, Saint-Charles, 17 novembre 1979*, p. 71-76.

38. Le nom de cette cellule rappelle la mémoire du jeune docteur et patriote Jean-Olivier Chénier qui a mené la bataille de Saint-Eustache en novembre 1837. Il serait mort en déclarant « Vive la liberté ! ». C'est à cette cellule du FLQ que l'on impute la mort de Pierre Laporte, ministre du travail et vice-premier ministre du gouvernement libéral, dirigé alors par Robert Bourassa. Fournier, Louis, 1998, *FLQ Histoire d'un mouvement clandestin*, nouvelle édition, revue et augmentée, Outremont (Montréal), Lanctôt Éditeur, p. 14 et 311-313. Voir également le site Internet : http://membres.lycos.fr/independance/flq/octobre/cellule_chenier.html.

39. Guilbault, Nicole, 1980, *Henri Julien et la tradition orale*, Montréal, Boréal Express, p. 12.

40. FLQ, 1998, *Manifeste d'octobre 1970*, Notes et postface de Christophe Horguelin, nouvelle édition, Montréal, Comeau & Nadeau, p. 17.

41. La recherche effectuée dont il est question ici portait sur le seul mot-clé « patriote » sous la rubrique sujet. Bien que parcellaires, ces résultats paraissent néanmoins révélateurs de l'intérêt nou-

veau pour les événements de 1837-1838.

42. Dossiers de la maison Mâsse, direction de la Montérégie du Ministère de la Culture et des Communications.

43. Note de service datée du 14 janvier 1976, adressée au directeur du Service des arrondissements. Dossier E6, S3, Centre d'archives de Montréal.

44. Demeter, Laszlo, dir., 1973, *Relevé et évaluation sommaire des Anciennes Maisons en vue de les classer « Monuments historiques » préparé par la section des Monuments Historiques de l'École d'Architecture de l'Université de Montréal*, Ministère des Affaires Culturelles de la Province de Québec, Direction des Monuments Historiques, Direction de la Montérégie du Ministère de la Culture et des Communications.

45. Note de service datée du 14 janvier 1976, adressée au directeur du Service des arrondissements. Dossier E6, S3, Centre d'archives de Montréal.

46. Dossier E6, S3, Centre d'archives de Montréal.

47. Les pièces présentées proviennent des fouilles effectuées dans le cadre des recherches de Michel Gaumont et de Paul-Louis Martin du ministère des Affaires culturelles. Les résultats de ces recherches sont publiés dans Gaumont, Michel, et Paul-Louis Martin, 1978, « Les maîtres-potiers du bourg Saint-Denis 1785-1888 », *Les cahiers du patrimoine* 9, Québec, Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine.

48. Dossier E6, S3, Centre d'archives de Montréal.

49. Lusignan, Alphonse, 1890, « L'Affaire de Saint-Denis », *Le Canada-Français*, vol. III, 2^e livraison, mars, p. 213-221.

50. Noppen, Luc, 1992, « Maison Cherrier », *Les Chemins de la*

mémoire, p. 267. 1980 est l'année du premier référendum québécois sur la souveraineté.

51. Dossier d'utilisation de la maison Masse [sic] présenté au ministère des Affaires Culturelles en mai-avril 1979 par la Corporation de la Maison Massé [sic]. Société d'histoire des Riches-Lieux.

52. Allaire, Jean-Baptiste, 1905, *Histoire de la paroisse de Saint-Denis-sur-Richelieu (Canada)*, Saint-Hyacinthe, Imprimerie du « Courrier de Saint-Hyacinthe », p. 416.

53. Fauteux, Aegidius, 1950, *Patriotes de 1837-1838*, Montréal, Les Éditions des dix, p. 317-318.

54. *Souvenir des fêtes du centenaire de 1837 à St-Denis sur Richelieu [sic]*, P.Q., Canada, 28-29 août 1937, Saint-Denis-sur-Richelieu, Comité d'organisation des fêtes du centenaire des patriotes de 1837 à St-Denis, 1937, n.p.

55. Nous nous sommes beaucoup interrogée sur cette étude, non seulement concernant l'épellation de ce patronyme, mais également sur la rigueur scientifique de Michel Hudon. En effet, il écrit à propos de la maison Mâsse : « Alphonse Lusignan, son neveu [à Jean-Baptiste Mâsse] en parle, dans un de ses écrits ». Et, citant Lusignan, il a écrit : « je connais plusieurs maisons qui furent épargnées, celle de mon grand-père Massé, par exemple ».

56. Réclamation des héritiers de feu Jean-Baptiste Massé, Commission des Pertes, *Journaux de l'Assemblée Législative*, Appendice V.V., vol. II, Session 1852-1853.

57. Service de l'animation, Direction générale du patrimoine – Bureau de Montréal, *Dossier d'utilisation de la maison Massé [sic] à Saint-Denis-sur-Richelieu*, Gouvernement du Québec, Ministère des affaires culturelles, 24 novembre 1977. Dossier E6, S3, Centre d'archives de Montréal.

58. Lettre datée du 30 octobre 1978. Dossier E6, S3, Centre d'archives de Montréal.
59. Règlement numéro 1 de la Corporation de la Maison Massé inc. Dossier E6, S3, Centre d'archives de Montréal.
60. Société d'histoire des Riches-Lieux.
61. Direction générale du Patrimoine, 1980, *Maison Massé Saint-Denis-sur-Richelieu dossier justificatif d'acquisition*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, janvier. Centre de documentation de la Maison nationale des Patriotes.
62. *Ibid.* : 21.
63. Ethnotech inc., 1982, *Concept, plan et programme*, Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, aide à la mise en valeur, octobre. Centre de documentation de la Maison nationale des Patriotes.
64. *Ibid.* : 10. Il faut également noter que, dans l'état actuel de nos recherches, nous n'avons pas encore consulté le programme d'intervention du ministère des Affaires culturelles dont fait mention Ethnotech.
65. Communiqué daté du 2 novembre 1984. Société d'histoire des Riches-Lieux.
66. Communiqué *Les Patriotes du Pays et la maison « Masse [sic] »*. Société d'histoire des Riches-Lieux.
67. Turgeon, *Patrimoines métissés* : 25.
68. Watkins, Johanne, 1988, « La Maison nationale des Patriotes », *Cap-aux-Diamants*, vol. 3, n° 4, hiver p. 62.
69. Lors de l'acquisition par le ministère des Affaires culturelles de la maison Mâsse, la Coopérative agricole de Saint-Denis a reçu 268 475 \$. Avec ce montant, la Coopérative agricole s'est fait construire des locaux adaptés à ses besoins spécifiques.
70. Ledoux, Marc, 1984, « C'est décidé, Saint-Denis accueillera le musée national des Patriotes », *L'Œil régional*, 7 novembre, p. 75.
71. Perrier, Onil, 1987, « 1837: Un coup de tête à déplorer ou bien une mine d'or à exploiter ? », *Saint-Denis fête ses patriotes, Dionysien Spécial*, Saint-Denis-sur-Richelieu.
72. Roy, Pierre-Georges, et Commission des monuments historiques de la province du Québec, 1927, *Vieux manoirs, Vieilles maisons*, Québec, Ls.-A. Proulx, p. 118.
73. Turgeon, *Patrimoines métissés* : 52.
74. *Ibid.* : 31-58.
75. *Ibid.* : 48.
76. Laplantine et Nouss : 79-80.
77. À l'origine, les couteaux « Richard » que l'on trouve maintenant en quincaillerie étaient fabriqués à Saint-Denis-sur-Richelieu. On raconte que monsieur Richard utilisait un ingrédient secret afin de rendre la lame de ses couteaux plus résistante que celle de ses concurrents. La « quasi-cathédrale » est le nom par lequel on désigne affectueusement l'église de Saint-Denis-sur-Richelieu, entre autres parce qu'elle possède trois clochers, ce qui peut paraître surprenant pour un village de campagne.
78. Nous faisons référence ici à l'ouvrage de Didi-Huberman, Georges, 2002, *L'image survivante : histoire de l'art et temps des fantômes selon Aby Warburg*, Paris, Minuit.